

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT DU 9 JANVIER 2008
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(LORRAINE)

NOR : *ASET0850389M*
IDCC : *1596, 1597*

Entre :
La FFB Lorraine ;
La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment
Lorraine ;
La fédération régionale Est des SCOP BTP,
D'une part, et
L'union régionale des syndicats du bâtiment et des travaux publics de Lor-
raine CGT-FO ;
La CFDT bâtiment construction et bois ;

L'union régionale Lorraine de la CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 8 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'une part, et en application du titre VIII, chapitre I^{er}, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, d'autre part, les parties signataires du présent accord fixent, en application de l'article VIII.18 de la convention collective nationale précitée, le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers du bâtiment (à la fois pour les entreprises ayant un effectif inférieur ou égal à 10 salariés, et pour celles ayant un effectif supérieur à 10 salariés) pour la région Lorraine comme suit :

1. Indemnités de repas : 8,35 € quelle que soit la zone.
2. Indemnités de trajet et de transport :

(En euros.)

ZONE	DISTANCE	TRAJET	TRANSPORT
1	De 0 à 10 km	1,18	1,75
2	De 10 à 20 km	2,39	3,60
3	De 20 à 30 km	3,54	5,80
4	De 30 à 40 km	4,76	8,75
5	De 40 à 50 km	5,99	10,15

Article 2

La somme globale de ces indemnités ne saurait se cumuler avec une ou plusieurs indemnités ou primes ayant le même objet, existant déjà par accord de spécialités ou d'entreprises.

Cette somme globale s'y substituera toutefois, *ipso facto*, dès qu'elle conduira à une valeur supérieure.

Article 3

Les apprentis sous contrat, travaillant sur chantiers, bénéficieront de ces indemnités.

Article 4

Conformément à la législation en vigueur, l'accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Article 5

Cet accord entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2008 et sera valable jusqu'au 31 décembre 2008.

Article 6

La demande d'extension de cet accord sera déposée.

Fait à Nancy, le 9 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)